

**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SURETÉ NATIONALE

LYON, le 18 Novembre 1938

COMMISSARIAT SPECIAL

de Lyon

N° 6632

-o-

Destinations :

Mr. le Préfet (Cabinet)

Mr. le Secrétaire général
pour la Police -

-o-

CONFIDENTIEL

LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE,
Chef des Services de Police Spéciale,

à MONSIEUR LE PREFET DU RHONE,

LYON,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-après, un compte-rendu de la conférence faite par Mr. THOUZET Avocat à la Cour d'Appel, ancien candidat aux élections législatives, à la Tribune du Rhône sur les "Décrets-lois"

La séance est ouverte à 20 h.15, présidée par Mr. VAVASSEUR. Il donne aussitôt la parole à Me. THOUZET qui s'étonne du petit nombre d'auditeurs - quarante environ - ; mais, dit-il, la qualité a toujours remplacé la quantité, et nous allons causer en famille.

Comme, lors de sa causerie du 13 Septembre dernier, le conférencier indique que la situation financière est vraiment mauvaise depuis "la détestable chambre bleu horizon", chambre orientée à droite. Depuis cette époque, les gouvernements de droite et de gauche se sont succédés de sorte qu'on ne peut vraiment pas établir les responsabilités.

Un mot sur le grand homme d'Etat, POINCARÉ, qui, à sa deuxième expérience a redressé la France en

faisant voter 8 milliards d'impôts : actuellement, cette solution ne suffit pas. Quelque temps après, un ministre des Finances, bien connu, Mr. CHERON, qui avait le grave défaut de trop causer, disait devant les parlementaires affamés qu'il avait 20 milliards en caisse, et aussitôt ces milliards ont fondu comme neige au soleil. En 1932, on n'est pas d'accord sur les doctrines financières, on ne s'entend pas, les scandales se dévoilent, STAWISKI est là. Mr. LAVAL arrive, il semble qu'il ait trouvé la bonne solution, mais les élections mettent fin à ses projets.

Voici le gouvernement du Front Populaire ; Mr. Vincent AURIOL dit : " Il faut augmenter la puissance d'achat. Si l'on achète beaucoup c'est qu'on a les poches bourrées de billets, que les commerçants réalisent de bons bénéfices, que tout le monde est heureux. Hélas ! les événements ont voulu que nous recevions une bonne douche froide ! Que Faire ?... On fait appel à l'emprunt et on demande les pleins pouvoirs. Ils sont refusés et voici le Cabinet DAJADIER.

Il se trouve aux prises avec de graves difficultés. Le déplacement des troupes en Septembre qui a coûté deux milliards est la goutte d'eau qui va faire déborder le vase. Les pleins pouvoirs sont demandés, on dirait que du bon travail va se faire, mais on apprend avec stupeur que déjà des divergences existent au Gouvernement. On s'étonne que Mr. Paul REYNAUD, soit à un Ministère de tout repos alors qu'en sa qualité de financier averti, il devrait être rue de Rivoli. Quelque temps après il y arrive. Toute la France a les yeux sur lui. Les 5 jours demandés pour être fixés, sont écoulés. Il tient

parole et donne le bilan :

Dépenses : 137 milliards,

Recettes : 85 milliards.

DEFICIT : 52 milliards et la "sauce", Office du Blé, alcool et ... 500 millions, à titre de prêt à des gouvernements étrangers.

Mr. Paul REYNAUD peut faire deux politiques : la politique de contrainte ou la politique libérale. Il choisit la seconde. Nous voici à la situation que nous connaissons tous, c'est le tour de vis. : impôts indirects, directs, assouplissement des lois sociales les 6 jours ouvrables, etc... Certes, il y aura de la réaction. Il faut reconnaître que les impôts indirects sont antidémocratiques ; l'effervescence va être créée par les bénéficiaires des lois sociales, la C.G.T. est très hostile. Cependant, le danger est immense, le péril international persiste. Il faut faire l'effort. Reconnaissons que l'esprit de sacrifice chez nous, n'est pas assez développé. Malgré tout, je suis assez sceptique quant à la réussite du plan REYNAUD. Pourquoi ?.. Parce qu'il s'étend sur trois ans et que dans 18 mois, les élections peuvent tout bouleverser.

Mr. Jean COUDERC déclare n'appartenir à aucun parti politique et se permet de dire qu'on aurait dû donner les pleins pouvoirs à Mr. BIUM. Son expérience a été sabotée par le Patronat. Me TOUZET lui rétor

-que qu'on n'a pas, non plus, laissé terminer l'expérience LAVAL, qui paraissait la meilleure.

Me. DE HUBAC, républicain d'origine, démocrate accompli dit-il, fait entière confiance à Mr. Paul REYNAUD. Il faut s'incliner si nous voulons conserver la Paix et nos libertés.

Mr. PIQUEKRY, avocat, demande que tous les Français fassent le sacrifice nécessaire. Nous subissons, dit-il, une crise morale sans précédent, la vague de paresse s'étend, il faut d'urgence y remédier.

Après diverses interventions, la séance a été levée à 23 heures, sans incident.

Le Commissaire divisionnaire :



[Handwritten signature]